



## ARRÊTÉ N° M\_AR2403\_097

### Réglementant la circulation et le stationnement Route de Saint-Martin-du-Manoir

---

SERVICES TECHNIQUES

**Monsieur Yannick LE COQ, Adjoint au Maire de la Commune de MONTIVILLIERS,**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L 2213,

VU le Code de la route,

VU l'Arrêté Municipal du 23 janvier 2017, modifié et complété, réglementant à titre permanent la circulation et le stationnement sur le territoire de la Ville de Montivilliers.

CONSIDÉRANT

- la demande formulée le 7 mars 2024 par Madame GILLE Emeline de la société SPIE CITYNETWORKS,
- la nécessité de permettre le bon déroulement des travaux tout en préservant la sécurité générale.

### ARRÊTE

**Article 1 :** Afin de permettre à la société SPIE CITYNETWORKS de procéder au remplacement d'un appui télécom, partie comprise entre le n°15 et le n°22 route de Saint-Martin-du-Manoir, la largeur circulable sur chaussée fera l'objet d'un rétrécissement au droit de la zone de travaux. 1 journée d'intervention est prévue, sur la période à compter du 18 mars jusqu'au 29 mars 2024.

**Article 2 :** Toutes précautions devront être prises par la Société SPIE CITYNETWORKS pour assurer la sécurité des piétons.

**Article 3 :** Le stationnement sera interdit au droit de la zone de travaux.  
Les véhicules qui seront considérés en stationnement gênant ou très gênant selon les cas pourront être mis en fourrière par les services de police à charge des contrevenants, en application des articles R 417-10, II 10° et R 417-11 du code de la route et il convient de mettre en place des panneaux de signalisation réglementaire, avant l'application des restrictions de stationnement.

**Article 4 :** La société SPIE CITYNETWORKS, chargée des travaux assurera, sous sa propre responsabilité, la mise en place et la surveillance de la signalisation réglementaire et appropriée concernant le chantier.

**Article 5 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code

de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 6 :** La Directrice Générale des Services est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- Notifié à l'intéressé,
- Publié au recueil des actes administratifs,
- Transmis au contrôle de légalité,
- Ampliation adressée au Comptable de la collectivité.

Montivilliers, le 13 mars 2024

Pour Le Maire et par délégation

**Monsieur Yannick LE COQ**

Adjoint en charge du cadre de vie et des espaces publics

